



L'Argentine: en pleine crise de la dette

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 12 décembre 2019

[CADTM](#) 9 décembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Photo : CC - www.contrainfo.com

Suite à quatre années de politique néolibérale brutale pendant la présidence de Mauricio Macri, l'Argentine est à nouveau plongée dans une crise majeure de la dette.

Rappelons que Mauricio Macri a commencé son mandat en décembre 2015 en acceptant toutes les demandes d'un juge new-yorkais qui avait donné raison aux fonds vautours contre l'Argentine. Cela a permis à ces fonds d'investissements spécialisés dans le rachat à bas prix des titres souverains d'empocher 4,6 milliards de dollars et de faire un bénéfice de 300 % (<https://www.lesechos.fr/2016/03/argentine-les-fonds-vautours-raflent-la-mise-203905>). Pour indemniser ces fonds vautours, Mauricio Macri a emprunté sur les marchés financiers. Il annonçait que tout se passerait pour le mieux car l'application de recettes néolibérales allait renforcer l'attrait de l'Argentine auprès des investisseurs et des prêteurs étrangers. La presse dominante au niveau international lui a apporté son soutien. Les commentaires des experts en économie invités à donner leur avis présentaient l'Argentine de Macri comme une *success story*. L'émission en 2017 d'un titre venant à échéance 100 ans plus tard (2117) était présentée comme la preuve ultime de la réussite néolibérale pro-marché de Macri.

Or la réussite de ce titre s'expliquait d'une toute autre manière : le taux d'intérêt proposé pendant cent ans s'élevait au taux annuel de 7,25 % (avec un rendement réel sur le prix d'achat de départ de 7,917 % car le titre a été vendu avec une décote pour attirer les investisseurs). Alors que début juin 2017, les banquiers pouvaient emprunter à 0 % à la BCE, à la Banque du Japon et à la Banque de Suisse, à 0,25 % à la Banque d'Angleterre et à 1,00 % à la Fed aux États-Unis, alors que les fonds d'investissements disposaient d'énormément de liquidités et que le rendement des titres de la dette publique des pays du Nord était très bas, voire négatif, le bon argentin à 7,25 % pendant cent ans était une aubaine. D'où son succès. Cela ne représentait en rien la preuve de la bonne santé de l'économie argentine. Il y a un volume tellement élevé de capitaux orientés vers la spéculation (et pas vers l'investissement productif) que tout État émettant des titres souverains avec un rendement supérieur à la moyenne est susceptible de trouver acquéreur.

Alors que début juin 2017, les banquiers pouvaient emprunter entre 0 % et 1 % [...], alors que les fonds d'investissements disposaient d'énormément de liquidités et que le rendement des titres de la dette publique des pays du Nord était très bas, voire négatif, le bon argentin à 7,25 % pendant cent ans était une aubaine

Un exemple de commentaire de la presse économique pour saluer le bon à 100 ans : « *Un peu plus d'un an après la fin de l'incroyable saga de la dette argentine, Buenos Aires poursuit sa reconquête des marchés financiers. Le gouvernement Macri vient d'effectuer une émission obligataire en dollars à 100 ans, un événement qui aurait paru impossible il y a encore quelques années* ». Dans cet article apologétique, le quotidien français *Les Échos* n'hésitait donc pas à affirmer que l'Argentine de Macri poursuivait « sa reconquête des marchés »

<https://www.lesechos.fr/2017/06/largentine-emprunte-a-100-ans-pour-moins-de-8-173806> .

Un an avant, en 2016, le même quotidien écrivait : « *En avril 2016, Buenos Aires avait effectué un retour triomphal sur les marchés : malgré huit faillites dans l'histoire de l'Argentine, les investisseurs avaient placé pour 68 milliards de dollars d'ordres. Un véritable plébiscite pour le nouveau chef d'État Mauricio Macri. Le pays avait choisi de lever 16,5 milliards à un taux de 7,5 % pour 10 ans.* ».

Une personne un peu avisée aura compris à la lecture de ces commentaires dithyrambiques, que les grandes sociétés capitalistes du monde entier étaient à la recherche des occasions d'obtenir un haut rendement en achetant des titres avec des risques élevés. Cela ne représentait pas du tout une preuve de bonne santé de l'économie argentine.

Les prêteurs potentiels (c.-à-d. des fonds d'investissements, des grandes banques...) se disaient que les titres argentins bénéficiaient de la garantie de l'État argentin et qu'en cas de pépin ils pourraient demander à un juge de New York de leur donner raison contre l'Argentine. Ils avaient raison car les autorités de Buenos Aires ont délégué à la justice des États-Unis le pouvoir de trancher des conflits entre l'Argentine et les prêteurs. De toute façon, ils se disaient aussi qu'en cas de besoin, le FMI interviendrait pour prêter de l'argent au gouvernement argentin afin que celui-ci puisse continuer à rembourser la dette aux fonds privés comme il l'a toujours fait. Argument supplémentaire : les richesses du sous-sol argentin sont élevées et en cas de problème l'Argentine pourra mettre en vente encore plus de ressources afin de répondre aux exigences des prêteurs.

En résumé, alors que l'économie argentine réelle n'allait pas bien du tout, le gouvernement a réussi en 2016-2017 à trouver des prêteurs et son gouvernement de droite a bénéficié des louanges de la grande presse internationale, du FMI et des autres gouvernements directement aux mains du grand capital.

Alors que l'économie argentine réelle n'allait pas bien du tout, le gouvernement a réussi en 2016-2017 à trouver des prêteurs et son gouvernement de droite a bénéficié des louanges de la grande presse internationale, du FMI et des autres gouvernements directement aux mains du grand capital

Mais cela a commencé à tourner franchement mal en 2018 sous l'effet de plusieurs facteurs négatifs en lien avec les politiques pratiquées par Macri : l'augmentation très forte du volume des intérêts à payer (qu'il fallait continuellement refinancer par de nouvelles dettes), la fuite massive des capitaux permise par une politique tout à fait laxiste de liberté totale de sortie des capitaux. Cette sortie montrait d'ailleurs que les capitalistes argentins n'avaient pas tellement confiance dans l'avenir de Macri et préféraient aller faire des affaires ailleurs y compris en achetant à Wall Street des titres de la dette extérieure argentine libellés en dollars. Les réserves de change ont fortement baissé. La production a commencé à chuter, l'Argentine est entrée en récession. L'emploi a chuté. Le pouvoir

d'achat de la majorité du peuple a baissé suite aux attaques patronales et gouvernementales. En conséquence, la consommation interne qui représente 70 % du PIB argentin a baissé elle aussi. Le peso argentin s'est progressivement enfoncé. Alors qu'au 1^{er} janvier 2018, il fallait 22 pesos pour acheter un euro, le 16 juin 2018, il fallait 32 pesos pour se procurer un euro [1].

C'est dans ce contexte qu'en juin 2018, Macri en panique a fait appel au FMI comme l'avaient prévu les prêteurs étrangers et les capitalistes argentins (<https://www.cadtm.org/Le-FMI-de-retour-en-Argentine-A-l-horizon-une-crise-economique-et-sociale>). Le crédit total que le FMI a promis d'accorder à l'Argentine s'est élevé à 57 milliards de dollars (dont l'équivalent de 44,1 milliards ont été effectivement déboursés jusqu'à aujourd'hui). Dans un premier temps, en juin 2018, le montant de 50 milliards de dollars a été annoncé et quelques mois plus tard, comme la situation ne s'arrangeait pas, 7 milliards de dollars supplémentaires ont été ajoutés aux promesses de déboursements. C'est jusqu'ici le prêt le plus élevé jamais accordé à un pays par le FMI (en 2010, le prêt accordé à la Grèce par le FMI s'est élevé à 30 milliards d'euros). Le FMI comme d'habitude a exigé en contrepartie l'application de mesures encore plus impopulaires que celles appliquées par Macri jusque-là (<https://www.cadtm.org/L-Argentine-dans-la-tourmente>).



Christine Lagarde et Mauricio Macri (CC - argentina.indymedia.org)

En octobre 2019, lors des élections présidentielles, le peuple argentin a sanctionné Macri et le mouvement politique péroniste a regagné par les urnes, après un intermède de quatre ans, la présidence du pays en la personne d'Alberto Fernandez. Cristina Fernandez, qui a présidé le pays de 2007 à 2015, est devenue vice-présidente.

C'est en préparation de la passation de pouvoir entre Mauricio Macri et Alberto Fernandez (10 décembre 2019), que le réseau latinoaméricain et caribéen du CADTM, le CADTM AYNA (AYNA correspond au sigle *Abya Yala Nuestra America* - dans la région du Panama actuel, les peuples natifs de l'Amérique latine appelaient leur territoire l'Abya Yala) tenait sa 8^e assemblée annuelle. J'ai participé à cette rencontre ainsi qu'à plusieurs conférences publiques dont une au parlement argentin. J'ai également donné un total de 4 interviews : une interview en direct d'une quinzaine de minutes à une grande chaîne de télévision privée anti-Macri, le canal 5 (<https://www.cadtm.org/Puede-Argentina-no-pagar-la-deuda-que-tomo-Macri>) ; une deuxième interview vidéo pour un site d'information (<https://canalabierto.com.ar/>) lié au principal syndicat de la fonction publique, *Canal Abierto* (<https://www.cadtm.org/Eric-Toussaint-La-deuda-con-el-FMI-es-espuria>) ; une troisième interview au principal site de gauche révolutionnaire *laizquierdadiario* (= le quotidien *La Gauche*) qui reçoit 2 millions de visites mensuelles <https://www.laizquierdadiario.com/Reperfilando-la-herencia-de-Macri-y-la-deuda-odiosa-en-la-mirada-de-Eric-Toussaint> ; une interview au principal journal de centre gauche, *Pagina 12*.

Le taux de pauvreté a fortement augmenté pendant les quatre ans du mandat de Macri, il est passé d'environ 27 % à 40 % de la population

Le taux de pauvreté a fortement augmenté pendant les quatre ans du mandat de Macri, il est passé d'environ 27 % à 40 % de la population. Dans les jours qui ont précédé le passage

de Macri aux Fernandez (Alberto et Cristina Fernandez ne sont pas de la même famille même s'ils portent le même patronyme), le paiement de la dette était au centre de la plupart des débats politiques.

Par ailleurs, il faut souligner que les mouvements politiques et sociaux argentins sont massifs et bien organisés : les syndicats restent puissants, le mouvement féministe est capable de grandes mobilisations, les sans-emplois sont organisés, le mouvement coopératif est fort, ... Les différentes expériences néolibérales qui ont commencé avec la dictature (1976-1983) et dont la dernière en date est la période Macri n'ont pas réussi à atomiser la société argentine et, à la différence du Chili voisin, l'éducation y compris universitaire est gratuite et il en va de même avec le secteur de la santé.

En novembre-décembre 2019, voici les questions qui reviennent le plus souvent dans les médias :

- Alors que le gouvernement sortant a suspendu le paiement d'une partie de la dette interne, le nouveau gouvernement va-t-il rembourser la dette accumulée pour réaliser une politique qui a été rejetée par la majorité de la population ?
- Que faut-il faire des accords passés avec le FMI ?
- Puisque le FMI est censé verser encore 11 à 13 milliards de dollars à l'Argentine, le nouveau gouvernement doit-il demander ces versements ou doit-il dire au FMI de les stopper ?
- Ne faudrait-il pas que l'Argentine suspende pendant deux ans le remboursement de la dette afin de pouvoir relancer en priorité la consommation et l'activité économique et ainsi rendre soutenable la reprise des paiements plus tard ? C'est ce que propose Martin Guzman, économiste argentin qui enseigne à New York et qui collabore étroitement avec Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie. Martin Guzman vient d'être nommé ministre de l'Economie et des Finances du nouveau gouvernement d'Alberto Fernandez.

Une majorité de la population rejette clairement le FMI dont l'action néfaste en Argentine est connue de tout un chacun et chacune. Il faut savoir qu'après la seconde Guerre mondiale, le président Juan Domingo Perón avait refusé que son pays adhère au FMI en le dénonçant comme un instrument de l'impérialisme [2]. L'Argentine n'a adhéré au FMI qu'en 1956 pendant la dictature militaire du général Pedro Eugenio Aramburu Silveti qui a renversé le président constitutionnel Juan Domingo Perón en 1955. Vingt ans plus tard, le FMI a soutenu activement la dictature sanglante du général Jorge Rafael Videla responsable de l'assassinat de plus de 30 000 opposants de gauche. Dans les années 1990, le FMI a mis la pression maximum pour faire de l'Argentine un des pays à la pointe des privatisations et de l'ajustement structurel. Cela avait fini par conduire à la rébellion massive de décembre 2001 qui a provoqué la chute du président Fernando de la Rúa.

Lors des conférences publiques réalisées à Buenos Aires entre le 27 et le 29 novembre 2019 par ATTAC-CADTM en collaboration avec une dizaine d'organisations, j'ai eu l'occasion, en tant que porte-parole international du CADTM, de faire une série de propositions pour affronter la crise de la dette argentine. Ces propositions sont le fruit de discussion au sein du réseau CADTM. Cela a notamment été le cas lors d'une audience qui a eu lieu au parlement argentin le 27 novembre à l'initiative de l'économiste Fernanda Vallejos, une députée qui fait partie de la nouvelle majorité présidentielle (voir mon intervention en espagnol :

<https://www.cadtm.org/SIMPOSIO-DEUDA-EXTERNA-Alternativas-para-una-solucion->

[soberana](#)).

Voici un résumé des arguments que j'ai avancé et des propositions que j'ai faites.

Il ne faut pas hésiter à utiliser la doctrine de la dette odieuse car elle s'applique à l'Argentine.

Selon la doctrine de la dette odieuse, une dette est réputée odieuse et donc nulle à deux conditions : 1. Elle a été contractée contre l'intérêt de la Nation ou contre l'intérêt du Peuple ou contre l'intérêt de l'État. 2. Les créanciers ne sont pas en mesure de démontrer qu'ils ne pouvaient pas savoir que la dette était contractée contre l'intérêt de la Nation. Il faut préciser que selon la doctrine de la dette odieuse la nature du régime ou du gouvernement qui a contracté la dette n'a aucune espèce d'importance, ce qui compte c'est l'usage qui est fait de cette dette. Si un gouvernement démocratique s'endette contre l'intérêt de la population, cette dette peut être réputée odieuse si la deuxième condition est réunie. Donc, contrairement à une version erronée de cette doctrine, la dette odieuse ne concerne pas seulement les régimes dictatoriaux (voir <https://www.cadtm.org/La-dette-odieuse-selon-Alexandre-Sack-et-selon-le-CADTM>) [3].

Il ne faut pas hésiter à utiliser la doctrine de la dette odieuse car elle s'applique à l'Argentine

Il est fondamental pour un pays d'adopter de manière souveraine et unilatérale des mesures complémentaires qui permettent d'améliorer la situation en matière de dette.

Cinq exemples :

1. L'adoption d'une loi contre les fonds vautours.
2. La suspension du paiement de la dette.
3. L'obligation pour les détenteurs de titres de la dette argentine de s'identifier auprès des autorités de Buenos Aires.
4. La réalisation d'un audit de la dette à participation citoyenne.
5. La non-reconnaissance des accords signés avec le FMI.

1. L'adoption d'une loi contre les fonds vautours

Comme la Belgique l'a montré en 2008 puis en 2015, il est possible d'adopter une loi pour combattre les fonds vautours (voir Renaud Vivien, « Analyse de la loi belge du 12 juillet 2015 contre les fonds vautours et de sa conformité au droit de l'UE », <https://www.cadtm.org/Analyse-de-la-loi-belge-du-12-juillet-2015-contre-les-fonds-vautours-et-de-sa>). La loi est très simple, elle consiste à dire qu'un fonds d'investissement ne peut pas prétendre à une somme supérieure à la somme qu'il a effectivement déboursée pour acquérir un titre de la dette publique. Rappelons que l'action des fonds vautours consiste à acheter à un prix très bas des titres de la dette quand le pays est en détresse afin d'obtenir par voie de justice une indemnisation qui peut représenter un bénéfice de plusieurs centaines de pourcents. Si l'Argentine adoptait une telle loi, cela pourrait l'aider à se protéger contre l'action des fonds vautours. Si de nombreux pays faisaient de même, ceux-ci seraient largement neutralisés. Il faudrait également refuser lors de l'émission de titres de dettes publiques de déléguer à une juridiction étrangère (par exemple la justice de New York) le pouvoir de régler un litige entre le pays emprunteur et les détenteurs de titres.

2. La suspension du paiement de la dette

La suspension du paiement de la dette fait partie des moyens qu'un pays peut utiliser pour affronter une situation de crise financière et/ou humanitaire. Le pays peut décréter une suspension de manière unilatérale et souveraine. De nombreux pays y ont eu recours, c'est le cas de l'Argentine à partir de la fin 2001 jusque 2005 pour un montant d'environ 80 milliards de dollars et cela lui a été bénéfique.

Dans un livre collectif publié en 2010 par l'université d'Oxford [4], Joseph Stiglitz affirme que la Russie en 1998 et l'Argentine au cours des années 2000 ont fait la preuve qu'une suspension unilatérale du remboursement de la dette peut être bénéfique pour les pays qui prennent cette décision : « *Tant la théorie que la pratique suggèrent que la menace de fermeture du robinet du crédit a été probablement exagérée* » (p. 48).

Quand un pays réussit à imposer une réduction de dette à ses créanciers et recycle les fonds antérieurement destinés au remboursement pour financer une politique fiscale expansionniste, cela donne des résultats positifs : « *Dans ce scénario, le nombre d'entreprises locales qui tombent en faillite diminue à la fois parce que les taux d'intérêt locaux sont plus bas que si le pays avait continué à rembourser sa dette et parce que la situation économique générale du pays s'améliore. Puisque l'économie se renforce, les recettes d'impôts augmentent, ce qui améliore encore la marge budgétaire du gouvernement. [...] Tout cela signifie que la position financière du gouvernement se renforce, rendant plus probable (et pas moins) le fait que les prêteurs voudront à nouveau octroyer des prêts.* » (p. 48). Par ailleurs, dans un article publié par le *Journal of Development Economics* [5] sous le titre « The elusive costs of sovereign defaults », Eduardo Levy Yeyati et Ugo Panizza, deux économistes qui ont travaillé pour la Banque interaméricaine de développement, présentent les résultats de leurs recherches minutieuses sur les défauts de paiement concernant une quarantaine de pays. Une de leurs conclusions principales est la suivante : « *Les périodes de défaut de paiement marquent le début de la récupération économique* » ("Default episodes mark the beginning of the economic recovery").

L'Argentine, comme en 2001, ne devrait pas hésiter à déclarer une suspension de paiement d'une durée à déterminer, deux ans peut constituer un laps de temps minimum avec une possibilité de prolongation si c'est nécessaire. Elle pourrait mettre à profit cette suspension pour utiliser les sommes épargnées pour relancer la consommation et l'activité économique au profit de la population.

Il est recommandé de réaliser une suspension sélective : les petits épargnants et les petits détenteurs de titres, de même que les fonds de pensions publics et les autres institutions publiques doivent être exemptés de la suspension de paiement, c'est-à-dire que ces catégories continueront à recevoir le remboursement de la dette. Il est tout à fait normal d'instaurer une discrimination positive afin de protéger les « faibles » et les entités publiques nationales par rapport aux grands créanciers privés et au FMI.

3. L'obligation pour les détenteurs de titres de la dette argentine de s'identifier auprès des autorités de Buenos Aires

Les autorités argentines devraient renouer avec une pratique datant de la première moitié du 20^e siècle : l'établissement d'une liste des détenteurs de titres et autres créanciers. Dans

le règlement du litige entre le Mexique et ses créanciers dans les années 1940, les créanciers ont eu l'obligation de se faire connaître et certains ont été exclus de l'accord qui a permis l'annulation de 90 % de la dette mexicaine. Les détenteurs de titres ont été obligés de présenter leurs titres et de les faire enregistrer et estampiller auprès des autorités mexicaines avant de pouvoir prétendre à une compensation ! (voir l'article : <https://www.cadtm.org/Le-Mexique-a-prouve-qu-il-est-possible-de-repudier-une-dette>). L'obligation pour les détenteurs de titres de s'identifier permet notamment de poursuivre le paiement à l'égard des « petits porteurs » de titres ou de leur proposer une indemnisation favorable.

4. La réalisation d'un audit de la dette à participation citoyenne

Il est fondamental de réaliser un audit avec la participation des citoyens et des citoyennes afin d'identifier la partie illégitime et odieuse de la dette (la partie illégitime et odieuse pourrait représenter l'écrasante majorité de la dette). Cet audit peut déboucher sur une répudiation de la dette et/ou sur une restructuration unilatérale avec une annulation plus ou moins importante.

5. La non-reconnaissance des accords signés avec le FMI en 2018 par Macri

La véritable raison pour laquelle le méga-crédit du FMI a été accordé : Trump voulait venir en aide à Macri parce que celui-ci menait une politique conforme aux intérêts économiques, politiques et militaires des États-Unis

Comme l'ont démontré plusieurs juristes argentins et de nombreux autres protagonistes, l'accord signé par le FMI et Mauricio Macri est contraire à l'intérêt de la Nation argentine et/ou du peuple argentin. Le FMI, en octroyant un prêt de 57 milliards de dollars au gouvernement de Macri, a violé ses propres règles qui consistent à dire qu'il ne peut octroyer des fonds que si, en conséquence, la dette devient soutenable. Or en prêtant une somme aussi énorme à l'Argentine en 2018, il n'était pas possible de prétendre que cela rendrait la dette soutenable. La preuve en a été faite moins d'un an plus tard. De son côté Macri a violé les lois et la constitution argentine qui prévoient que la signature d'un tel accord avec le FMI, qui a valeur de traité international, doit être soumis à débat au parlement argentin qui doit ensuite l'approuver. De plus, le crédit a été accordé parce que Donald Trump, président des États-Unis, a mis la pression sur la direction du FMI afin de venir en aide au gouvernement de Macri pour que celui-ci puisse rester au pouvoir malgré la crise et remporter les élections de 2019. Trump voulait venir en aide à Macri parce que celui-ci menait une politique conforme aux intérêts économiques, politiques et militaires des États-Unis. C'est la véritable raison pour laquelle ce méga-crédit a été accordé. Vu que le peuple argentin a désavoué dans les urnes les choix de Macri et que celui-ci n'a pas respecté la constitution argentine, le nouveau gouvernement est en droit de refuser de reconnaître la validité des accords signés par son prédécesseur avec le FMI. On est dans un cas de figure prévu par la doctrine de la dette odieuse : lors d'un changement de régime, le nouveau gouvernement n'est pas tenu de respecter les obligations contractées par ses prédécesseurs en matière d'endettement si ceux-ci ont contracté une dette contre l'intérêt de la Nation ou du Peuple (et dans ce cas en leur propre faveur, afin de rester au pouvoir) et il est clair que les dirigeants du FMI le savaient.

Il est important pour l'Argentine de tirer des leçons des erreurs du passé et de ne pas

reproduire le type de négociation qui a eu lieu avec les créanciers pendant la période 2002-2010 (voir une analyse de cette renégociation dans Maud Bailly et Éric Toussaint, « Argentine : La restructuration frustrée de la dette en 2005 et en 2010 », <https://www.cadtm.org/Argentine-La-restructuration-frustree-de-la-dette-en-2005-et-en-2010>)

Les mesures énoncées plus haut devraient s'inscrire dans un programme d'ensemble qui inclut d'autres actions : contrôle des mouvements de capitaux, socialisation du secteur bancaire, réforme fiscale, mesures pour rompre avec le modèle extractiviste exportateur et pour lutter contre la crise écologique...

En conclusion, une nouvelle situation s'ouvre en Argentine à partir de décembre 2019, un nouveau gouvernement doit affronter une grave crise de la dette. Il est fondamental qu'un large front politique et social se constitue afin de mettre en avant, par tous les moyens nécessaires, les solutions qui permettent de libérer le peuple argentin du fardeau de la dette illégitime et odieuse.

Eric Toussaint

Notes :

[1] Fin septembre 2018, il fallait 48 pesos pour 1 euro. Début décembre 2019, il en fallait 66.

[2] Noemí Brenta y Pablo Anino, « Una de terror : la historia de Argentina y el FMI », <https://www.laizquierdadiario.com/Una-de-terror-la-historia-de-Argentina-y-el-FMI>

[3] Le père de la doctrine de la dette odieuse, Alexander Sack dit très clairement que des dettes odieuses peuvent être attribuées à un gouvernement régulier. Il écrit « *pour qu'une dette régulièrement contractée par un **gouvernement régulier** puisse être considérée comme incontestablement odieuse, il conviendrait que...* ». Sack définit un gouvernement régulier de la manière suivante : « *On doit considérer comme gouvernement régulier le pouvoir suprême qui existe effectivement dans les limites d'un territoire déterminé. Que ce pouvoir soit monarchique (absolu ou limité) ou républicain ; qu'il procède de la « grâce de Dieu » ou de la « volonté du peuple » ; qu'il exprime la « volonté du peuple » ou non, du peuple entier ou seulement d'une partie de celui-ci ; qu'il ait été établi légalement ou non, etc., **tout cela n'a pas d'importance pour le problème qui nous occupe.*** » (p. 6). Je souligne (ÉT). Source : *Les effets des transformations des États sur leurs dettes publiques et autres obligations financières : traité juridique et financier*, Recueil Sirey, Paris, 1927. [Voir le document presque complet en téléchargement libre sur le site du CADTM](#)

[4] Barry Herman, José Antonio Ocampo, Shari Spiegel, *Overcoming Developing Country Debt Crises*, OUP Oxford, 2010.

[5] *Journal of Development Economics* 94, 2011, p. 95-105.

Articles Par : [Eric Toussaint](#)

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie, ADEN*, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca